

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité administrative  
Rue Pierre Bonnard  
CS 87564  
64000 Pau

Pau, le 12/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SERCO**

ZAC du Pont-Long 2  
150 rue du Ley  
64121 Serres-Castet

Références : DREAL/2026D/1901  
Code AIOT : 0005209807

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement SERCO implanté ZAC du Pont-Long 2 150 rue du Ley 64121 Serres-Castet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERCO
- ZAC du Pont-Long 2 150 rue du Ley 64121 Serres-Castet
- Code AIOT : 0005209807
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERCO exploite sur la commune de Serres-Castet (64121) un établissement de travail mécanique et de traitement de surfaces de métaux. Elle est spécialisée dans la fabrication de tubes et de manchons de couplage servant à assembler des tubes de forage, notamment destinés à l'industrie pétrolière. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral n° 9807/2023/13 du 10 mai 2023.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	3 mois
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 10/05/2023, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/05/2023, article 3.4.1	Sans objet
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les dispositions prises par l'exploitant permettent de s'assurer que les produits incompatibles (acides, bases, cyanures) ne sont pas associés à une même rétention. Des actions correctives et des justificatifs sont en revanche attendus concernant l'actualisation des fiches de données de sécurité, la nature de l'agent d'extinction de l'extincteur à poudre situé à proximité du stockage de cyanure de potassium, ainsi que la capacité de rétention de l'armoire de peinture située au rez-de-chaussée du bâtiment de traitement de surfaces.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiches de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des fiches de données de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté l'outil Colibrisk utilisé pour le recensement des produits chimiques utilisés. Ce tableur permet également l'édition de fiches de données simplifiées mises à disposition des travailleurs au format papier en plusieurs endroits de l'installation.  L'exploitant a indiqué que les travailleurs ont accès à l'ensemble des fiches de données de sécurité via le responsable HSE et son assistante. Lors de la visite terrain, l'inspection a interrogé l'un des opérateurs rencontré (cf. partie confidentielle) et celui-ci a été en mesure d'identifier les personnes ressources pouvant lui transmettre les fiches de données de sécurité.  L'exploitant a été en mesure de présenter les fiches de données de sécurité des produits de toxicité de catégorie 1 à 3 (mentions de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331) utilisés : - cyanure de cuivre ; - cyanure de potassium - dichlorure de nickel.  Dans le cadre de contrôles par sondage, l'inspection a en revanche constaté que certaines fiches de données de sécurité étaient obsolètes (celle du bisulfite de soude 40 % date par exemple du 12 décembre 2014). L'exploitant a indiqué que l'ensemble de ses fournisseurs avaient été sollicités en décembre 2025 pour l'actualisation des documents mais qu'il n'avait pas encore eu tous les retours attendus.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant procède à l'actualisation des fiches de données de sécurité obsolètes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
<b>Constats :</b>  Les contrôles ont porté sur le stockage de cyanure de potassium situé à proximité du laboratoire du bâtiment de traitement de surfaces. Conformément à la rubrique 7 de sa fiche de données de sécurité, l'inspection a constaté que le produit était conservé dans son conteneur d'origine, dans un lieu sec, bien aéré, protégé de la lumière solaire et de la chaleur. En cas de déversement, l'exploitant a indiqué qu'un aspirateur industriel dédié était utilisé en cohérence avec les indications de la rubriques 6. L'exploitant n'a en revanche pas été en mesure de justifier que l'extincteur à poudre situé à proximité de l'entrée du local était un moyen d'extinction approprié d'après la rubrique 5 (agent d'extinction alcalin et non acide).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie que l'agent d'extinction de l'extincteur à poudre situé à proximité de l'entrée du local de stockage du cyanure de potassium est de type alcalin. Dans le cas contraire, il le remplace par un moyen d'extinction approprié conformément à la rubrique 5 de la fiche de données de sécurité du produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  3.3.1 Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande

<p>des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>3.3.2 Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables : 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieur à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres). [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de deux GRV non situés sur rétention à l'instar des autres récipients mobiles situés au sous-sol du bâtiment de traitement de surfaces (chlorure ferrique 41 % et acide sulfurique 40,6 %). L'exploitant a confirmé par téléphone le 27 février 2026 qu'à la suite de l'inspection, ces GRV avait été placés sur des rétentions de capacité suffisante.</p> <p>Concernant l'armoire de stockage de peintures située au rez-de-chaussée de ce même bâtiment, il n'a pas été possible de vérifier que la capacité de sa rétention était au moins égale à 50 % de la capacités totale des fûts stockés (liquides inflammables en récipients mobiles de capacité inférieure à 250 litres).</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté par sondage que les autres stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (GRV et fûts situés au sous-sol du bâtiment de traitement de surfaces, récipients mobiles d'hydrocarbures de type huiles de coupe dans le bâtiment dédié au travail mécanique des métaux) étaient associés à des rétentions de capacité suffisante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie que la capacité de rétention de l'armoire de stockage de peintures située au rez-de-chaussée du bâtiment du traitement de surfaces est suffisante au regard des quantités de produit stockés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2023, article 3.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que chaque stockage et chaque rétention comportent une signalétique de</p>

<p>couleur spécifique pour éviter le mélange de produits incompatibles : fond bleu pour les bases, fond rouge pour les acides, et fond vert pour les cyanures.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté par sondage que les GRV et fûts situés au sous-sol du bâtiment de traitement de surfaces contenant des produits incompatibles (acides, bases, cyanures) n'étaient pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : État des matières stockées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il utilise un logiciel de type ERP pour suivre l'état des matières stockées (produits chimiques, palettes en bois et protecteurs en plastique des extrémités des tubes métalliques traités...) et qu'un tableur permet de suivre en parallèle celui des produits usagés.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les quantités des produits suivants, stockés au sous-sol du bâtiment de traitement de surfaces, étaient cohérentes avec l'état des stocks présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chlorure de nickel (un fût plein) ;</li> <li>- Bonderite M-AD 134 (un GRV rempli à hauteur d'environ 75 %) ;</li> <li>- Bonderite M-MN 70 XR (un GRV rempli à hauteur d'un peu plus de 50 %).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>